



# UNE SEMAINE EN HAÏTI

L'hebdomadaire du Collectif Haïti de France

Une rédaction d'Alterpresse ... avec le soutien de la Fokal

N°1036

22 décembre 2011

- **Fin d'année 2011**
- **La Banque centrale préconise un changement de comportement des agents économiques dans l'utilisation du cash**
- **Indignation et protestation autour d'une tentative de réhabilitation de Jean-Claude Duvalier**
- **23 jeunes paysans appelés à renforcer les techniques de protection de l'environnement dans le Plateau central**
- **En bref : "Ghetto biennale" / Rôle social de la presse**

## >> Fin d'année 2011

Avec les diverses contraintes économiques et sociales, la situation globale de la fin 2011 semble ne pas prêter à une ambiance festive, généralement caractéristique de cette période.

Cependant, plusieurs initiatives d'individus et d'organisations tentent de rappeler et de susciter un air de détente. Activités d'animation culturelle, vente et exposition d'ouvrages, foire de produits alimentaires et artisanaux, spectacles divers, bals, festivals et dîners de salons, fêtes communautaires et récréations pour enfants, retraite spirituelle, cérémonies de prière, conférences-débats, figurent parmi la panoplie des activités enregistrées durant cette fin d'année 2011. Et depuis quelques semaines, les médias diffusent en continu des chansons de Noël. Quelques efforts de décorations de circonstance sont également remarqués çà et là.

Les bouchons sont devenus plus nombreux dans la zone métropolitaine de la capitale, tandis que l'affluence est notable dans les banques récemment confrontées à une pénurie de cash en dollars américains face à une demande de plus en plus croissante du billet vert pour les transactions.

Le gouvernement a annoncé le décaissement de 400 millions de gourdes pour un programme d'activités officielles baptisées "Noël Solidarité". Une partie de ce montant, tiré du trésor public, doit financer des opérations d'assainissement de villes, de kermesses populaires, ainsi que de petits projets d'infrastructures susceptibles de générer des emplois à haute intensité de main-d'œuvre. Une enveloppe d'environ 100 millions de gourdes (sur les 400 millions débloqués) est mise à la disposition des 140 municipalités en Haïti.

Le ministère de l'agriculture envisage de créer notamment des emplois temporaires à l'intention des étudiants qui, d'après lui, seraient en difficultés financières pour préparer leur mémoire de sortie. Des personnes seront mobilisées pour la distribution d'environ 100 000 sacs d'engrais ou le curage de 535 kilomètres de

canaux qui favoriseront l'irrigation de plus de 9 300 hectares de terres dans plusieurs zones. A l'initiative du ministère du tourisme, se tient, du 19 au 24 décembre à la place Saint-Pierre, à Pétionville, une exposition artisanale intitulée « Marché de Noël » cherchant à « promouvoir les œuvres d'artisans et à permettre à la population d'offrir des cadeaux à meilleur prix ». Pour sa part, le ministère à la condition féminine et aux droits des femmes compte distribuer, à travers ses bureaux départementaux, des kits à 16 000 femmes dans tout le pays..

Le président Michel Martelly, toujours en campagne et encourageant le culte de sa personnalité par des affiches à son effigie, s'est lancé dans des actions de distribution sporadiques de cadeaux et de jouets, y compris d'argent liquide (sous enveloppes), de kits alimentaires, de véhicules (comme des motocyclettes).

Différentes associations dans le Nord du pays expriment quant à elles, leurs préoccupations et leurs inquiétudes par rapport à la hausse des prix des produits alimentaires de base ainsi qu'à la rareté du dollar américain sur le marché départemental à l'occasion de la période des fêtes de fin d'année 2011.

S'interrogeant sur la provenance des fonds (dans le budget national) et sur les mécanismes institutionnels adoptés au bénéfice des populations ciblées, de nombreux parlementaires et observateurs avisés mettent en garde contre une mauvaise gestion des fonds décaissés par le gouvernement pour les fêtes de fin d'année 2011. Des questions sont posées notamment sur le caractère durable des actions envisagées.

«Dans l'intervalle, la police nationale d'Haïti et la mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti ont enclenché, depuis quelques semaines, des opérations conjointes pour combattre la recrudescence des actes de violences durant la période des fêtes de fin d'année 2011.

## >> La Banque centrale préconise un changement de comportement des agents économiques dans l'utilisation du cash

Des dispositions progressives sont envisagées par la banque centrale en Haïti pour encourager les agents économiques à changer de comportement, notamment dans l'utilisation de l'argent au comptant, une pratique très répandue sur le marché national.

Au-delà de la zone métropolitaine de la capitale, la monnaie électronique (chèques, cartes de crédit, etc.) comme moyen de paiement n'est généralement pas acceptée. Beaucoup de petites commerçantes voyagent avec des milliers de dollars américains pour aller s'approvisionner en marchandises en République Dominicaine.

Contrairement aux États-Unis d'Amérique où l'utilisation du cash se situe dans les 2%, le niveau atteint en Haïti est de l'ordre de 20%. Ce qui pose aussi un problème de sécurité pour celles et ceux qui circulent avec des montants considérables d'argent liquide.

Pour prévenir le blanchiment d'argent, les banques commerciales n'autorisent pas des retraits de 10 000 \$ américains au comptant.

Début décembre 2011, une rareté de dollars américains en cash a été enregistrée en différents points du territoire national. Cela est dû principalement à la trop forte demande d'argent liquide, de la part des agents économiques, et à des restrictions imposées par les banques internationales sur l'importation de la devise américaine dans le pays.

Alertées par le niveau de demande du billet vert par Haïti, les banques étrangères ont pris des dispositions pour diminuer ces retraits, explique le gouverneur de la Banque de la République d'Haïti (BRH) Charles Castel.

La rareté constatée, « n'a rien de politique, cela n'a rien d'artificiel. C'est quelque chose de normal parce que nous ne faisons pas de dollars », déclare Castel.

Depuis plusieurs jours, les banques commerciales limitent les retraits que les clients peuvent effectuer sur leurs comptes. Dans certains guichets, les limites de retraits sont passées de 1 200 à 350 dollars américains.

Haïti importe le dollar comme tout autre produit, ajoute-t-il, et les restrictions imposées au niveau international font que « les banques n'ont pas de cash 'argent Comptant' », ce qui justifierait les limites imposées sur les retraits.

Pour pallier le problème, la banque centrale en Haïti préconise l'utilisation de monnaie électronique, des chèques de direction (dont le service de paiement interbancaire SPI) et la carte débit.

Dans le même temps, la banque centrale et les banques commerciales ont importé respectivement 40 millions de dollars américains en cash (un total de 80 millions de dollars américains qui ont été injectés dans l'économie nationale).

## >> Indignation et protestation autour d'une tentative de réhabilitation de Jean-Claude Duvalier

De nombreuses voix, y compris d'organismes de défense de droits humains, se sont élevées pour condamner l'attitude des responsables de la faculté de droit des Gonaïves qui ont essayé de réhabiliter l'ancien dictateur Jean-Claude Duvalier en décidant de le choisir comme parrain d'une promotion d'étudiants dans cette faculté.

En novembre 1985 aux Gonaïves, les élèves Jean Robert Cius, Daniel Israel et Mackenson Michel ont été abattus par balles par les sbires de Duvalier, lors d'un mouvement de revendications contre le régime. Ce qui a été l'un des détonateurs de la chute du régime dictatorial en février 1986.

Au nom de la loi et de la justice, de la morale et du devoir de protection de la jeunesse, le centre Œcuménique des droits humains (CEDH) proteste énergiquement contre le fait

Que Jean-Claude Duvalier, prévenu de crimes contre l'humanité, de détournements de fonds au préjudice de tout un peuple, assigné à résidence sur ordre du juge d'instruction puisse circuler ainsi librement sur tout le territoire de la République. Que l'on ait pu, par une provocation inqualifiable à la mémoire des milliers de compatriotes, choisir Jean-Claude Duvalier comme Parrain de la promotion des futurs hommes-de-loi, de la Faculté de Droit des Gonaïves.

Le centre Œcuménique des droits humains interpelle toutes les composantes, exécutive, législative et judiciaire de l'État Haïtien à assumer leurs responsabilités afin que Jean-Claude Duvalier cesse de narguer les victimes de ses forfaits et que toutes les dispositions

qui s'imposent soient prises pour qu'il soit jugé conformément aux lois et aux instruments internationaux signés et ratifiés par Haïti.

Le comité des avocats pour le respect des libertés individuelles (CARLI) s'indigne et dénonce le « comportement scandaleux » du décanat de la faculté de droit des Gonaïves et des étudiants, de la promotion sortante Robert Blanc de la faculté de droit des Gonaïves, dont la cérémonie de graduation a eu lieu le vendredi 16 décembre 2011 en présence de l'ex-dictateur.

Dans son allocution de circonstance, Jean-Claude Duvalier, en exprimant sa reconnaissance envers les étudiants, a qualifié son choix de « parrain de promotion » de « geste courageux et réfléchi. »

« Je pense à Jean-Robert Cius, Mackenson Michel et Daniel Israel, tombés presque au seuil de l'adolescence. Souffrez un instant que je vous demande d'observer avec moi une minute de recueillement en leur mémoire », a déclaré Duvalier avec un élan lyrique.

Cet acte vise « à réhabiliter l'ancien dictateur » et « constitue, à bien des égards, un affront et un avilissement pour les milliers de compatriotes qui ont connu les atrocités du régime des Duvalier »..

Joseph Mécène Jean-Louis est le doyen de l'école de droit et des sciences économiques des Gonaïves depuis la mort de l'avocat Hugues Saint-Pierre en 2007.

« Comment des étudiants en droit, des responsables de faculté de droit peuvent-ils ignorer les principes élémentaires en matière de droits humains et vouloir du même coup institutionnaliser

l'impunité à l'instar de nos dirigeants politiques ? » se questionne le comité des avocats pour le respect des libertés individuelles..

« Comment peut-il se recueillir à la mémoire des victimes alors que les auteurs de ce triple assassinat travaillaient à la solde de son régime et en conséquence il était responsable pénalement ? »,

Depuis le retour physique de Duvalier en Haïti, le 16 janvier 2011, plusieurs voix nationales et internationales se sont élevées pour réclamer le jugement de l'ancien président auto-proclamé à vie pour détournements et vols de fonds publics ainsi que crimes contre l'humanité.

## >>23 jeunes paysans appelés à renforcer les techniques de protection de l'environnement dans le Plateau central

Vingt-trois jeunes paysans, originaires des 35 sections communales du département du Centre (Nord-Est), ont reçu leur certificat en agroécologie au terme de 12 mois d'étude au centre de formation des cadres paysans à Papaye le 9 décembre 2011.

Ces nouveaux bénéficiaires, gradués en agroécologie dans le Plateau central, sont appelés à apprendre à toute la communauté à faire de la protection de l'environnement une priorité absolue.

Au cours de leur intervention les diplômés promettent de s'intégrer davantage dans la production agricole et dans la lutte pour la protection de l'environnement, notamment dans la lutte contre l'érosion, la déforestation ou la coupe anarchique des arbres.

Ils confirment que les connaissances fraîchement acquises au centre de formation seront utiles à toute la communauté paysanne. Ils projettent de couper la route à tout projet visant à éliminer l'agriculture biologique au profit de l'agriculture industrielle.

## >> En bref : "Ghetto biennale" / Rôle social de la presse

### Ghetto biennale

Une vingtaine de jeunes sculpteurs haïtiens ont tenu, du 16 au 18 décembre 2011, une exposition d'œuvres réalisées à partir de matériels usagers récupérés dans les périphéries du quartier populaire de la capitale : la Grand'Rue. L'activité, la deuxième du genre réalisée en Haïti, s'est déroulée sous le thème : « Ghetto Biennale ». 50 artistes étrangers ont participé à ce « mondial des artistes » comme le définit le commissaire de l'exposition André Eugène. Des vieilles marmites en tôle, des bouteilles, des restants de bois ou des poupées brûlées sculptés ont donné à voir Haïti sous « un autre angle ».

« Les crimes contre l'humanité caractérisés par des cas de disparitions, de tortures, de viols, d'exécutions sommaires constituent des crimes internationaux et sont imprescriptibles », rappelle le comité des avocats pour le respect des libertés individuelles.

Depuis le 24 mars 2011, le dictateur Jean Claude Duvalier avait été assigné à résidence. Cette décision de justice prise par le juge Carvès Jean limitait les déplacements de « Baby doc » à la capitale et ce dernier ne pouvait recevoir chez lui qu'à des heures précises.

« Ils étaient laborieux et très attentifs. Ces étudiants nous ont démontré de façon très claire que le développement des sections communales repose sur leur initiative », indique l'ingénieur-agronome Vernat Suprême, le responsable de la formation.

« Vos ennemis ce sont ceux qui cherchent à vous pousser à importer le modèle d'agriculture industrielle, et ceux qui veulent à tout prix s'approprier de vos terres pour la production des agrocarburants », déclarent des spécialistes qui ont inculqué les notions à ces jeunes paysans

La formation a été réalisée sous le patronage de l'association internationale Frères des Hommes en partenariat avec le mouvement des paysans de Papaye (MPP).

Plus de détails: [www.alterpresse.org/spip.php?article12055](http://www.alterpresse.org/spip.php?article12055)

### Le rôle social de la presse

Un panel, composé de journalistes et d'universitaires, a passé au crible l'exercice du journalisme en mettant l'accent sur le rôle social de la presse, lors d'une causerie le 20 décembre 2011 à la Fondation Connaissance et Liberté (FOKAL), organisée par le Groupe Médialternatif en commémoration de ses dix ans d'existence autour du thème : « Au carrefour de l'info communication : quid de la responsabilité sociale des médias ? »